



Communiqué de presse

Saint-Denis

Le 16 janvier 2014

Neuvième réunion de la commission de la transparence sur les contrats aidés

Le secrétaire général de la préfecture a réuni ce jour la commission de la transparence sur les contrats aidés pour la neuvième fois.

La commission de la transparence sur les contrats aidés est composée des prescripteurs publics de contrats aidés (conseil général, Pôle emploi), des services de l'Etat (DIECCTE, Rectorat, ARS-OI), du conseil régional, de l'association des maires, ainsi que d'experts indépendants. Les parlementaires de La Réunion y sont également invités.

Depuis son installation en 2011, cette commission communique systématiquement les répartitions d'enveloppes de contrats aidés effectuées chaque semestre en fonction des moyens alloués à La Réunion. Cette commission évalue également les conditions de mise en œuvre de ces contrats, dans une perspective d'insertion durable des demandeurs d'emploi.

*
* *

Le bilan actualisé de l'année 2013 fait apparaître que près de 26 500 demandeurs d'emploi ont bénéficié d'un contrat aidé, marchand et non marchand.

S'agissant des contrats aidés non marchands de droit commun (CAE-CUI hors emplois d'avenir), l'effort financier de l'Etat en 2013 s'est élevé à près de 119 M€ d'autorisations d'engagement (111 % de l'enveloppe) et 58,7 M€ de crédits de paiement (106 % de l'enveloppe) : les réalisations ont ainsi dépassé les enveloppes prévisionnelles notifiées initialement. Par rapport à 2012, les moyens budgétaires ont été accrus de 13 M€ pour les seuls CAE-CUI de droit commun.

Grâce à la montée en puissance du dispositif des emplois d'avenir destiné à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes, l'Etat a encore maintenu en 2013 un effort soutenu dans le déploiement des emplois aidés pour faciliter les démarches d'insertion et de professionnalisation des personnes les plus éloignées de l'emploi. Cet effort s'est notamment manifesté par un allongement très sensible de la durée moyenne des CUI-CAE de droit commun, qui est passée de 7 mois en 2012 à 9,58 mois en 2013, les nouveaux contrats étant signés pour une durée moyenne de plus de 10 mois. En d'autres termes et compte tenu des CUI-CAE de droit commun prescrits, le nombre de contrats en équivalent 12 mois a augmenté de près de 20 % entre 2012 et 2013.

Contact presse

Préfecture de La Réunion - Service régional de la communication interministérielle
Téléphone : 0262 40 74 18 / 74 19 - Courriel : communication@reunion.pref.gouv.fr
Internet : www.reunion.gouv.fr - Twitter : @Prefet974



Sur les 24 185 contrats aidés signés dans le secteur non marchand, 5 038 contrats aidés ont été prescrits par le conseil général pour des bénéficiaires du RSA.

	2012	2013
Non marchand	24 117	24 185
<i>Dont CAE-CUI (équivalent 12 mois)</i>	<i>24 117 (14 068)</i>	<i>21 029 (16 823)</i>
<i>Dont emplois d'avenir</i>		<i>3 156</i>
Marchand	3 087	2 288
Total	27 204	26 473

Données provisoires actualisées au 09/01/2013

*
* *

La deuxième partie de la réunion de la commission a été consacrée aux orientations de la politique de l'emploi pour 2014.

Les orientations nationales en faveur des emplois aidés non marchands pour l'année 2014 mettent l'accent sur l'amélioration qualitative des solutions d'insertion professionnelle proposées aux bénéficiaires des contrats CUI-CAE, le dispositif des emplois d'avenir restant déployé à un haut niveau en faveur des jeunes de moins de 26 ans.

Ainsi, ce sont plus de 9 500 contrats CUI-CAE qui vont être déployés au premier semestre 2014 pour l'ensemble des employeurs publics, la priorité étant donnée aux activités scolaires et périscolaires ainsi qu'aux emplois d'entretien des ravines et des espaces verts, fortement touchés par le cyclone BEJISA. Il s'agit d'un volume équivalent à celui de l'année dernière. Comme cela a été évoqué par plusieurs participants lors de la commission, l'Etat poursuivra son action de contrôle sur place des employeurs.

Cette enveloppe est complétée par les 5 000 CUI-CAE annoncés par le ministre de l'emploi et qui sont disponibles sur toute l'année 2014 à l'issue d'appels à projets sectoriels dont le premier a été lancé en décembre 2013. Les participants à la commission ont proposé des évolutions portant sur le contenu des appels à projets, tant pour les secteurs d'activité visés que pour les catégories de bénéficiaires de contrats.

A ces chiffres, s'ajoutent 2 090 emplois d'avenir nouveaux, les renouvellements des recrutements effectués en 2013 s'effectuant en complément de cette enveloppe. L'année 2014 doit notamment voir se concrétiser les engagements ambitieux pris dans ce programme par le conseil régional et le conseil général.

Par ailleurs, La Réunion est un des 10 territoires d'expérimentation de la « garantie jeunes » : il s'agit de proposer à des jeunes de 18 à 25 ans, ni en emploi, ni en études, ni en formation et qui sont en situation de grande précarité (financière, familiale et sociale) un accompagnement renforcé pour un parcours vers l'emploi et l'autonomie, en signant un contrat d'engagements réciproques avec les missions locales de l'île. Chaque jeune bénéficiaire disposera d'une garantie de ressources, d'un montant équivalent au revenu de solidarité active (RSA) cumulable avec un niveau de ressources plafonné à 300 €.

La garantie jeunes a pu être mise en œuvre à La Réunion dès la fin de l'année 2013 et l'objectif est d'atteindre 1 839 jeunes en accompagnement au 31 octobre 2014 : d'ici à la fin du mois de janvier 2014, 128 jeunes en auront déjà bénéficié.

ANNEXE I

UTILISATION DES CONTRATS AIDES NON MARCHANDS EN 2013

(Total des contrats CAE-CUI Etat et bénéficiaires du RSA)

I. Les contrats affectées dans les communes en 2013

	Localisation	Employeur	Nombre de CAE
Arrondissement Nord	SAINT DENIS	Commune	252
		Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	742
		Associations	1 908
	SAINTE MARIE	Commune	20
		Centre communal d'action social et caisse des écoles	212
		associations	345
	SAINTE SUZANNE	Commune	24
		Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	204
		Associations	112
Arrondissement Ouest	LE PORT	Commune	0
		Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	341
		EPCI	19
		Associations	230
	LA POSSESSION	Commune	367
		Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	10
		Associations	59
	SAINT LEU	Commune	452
		Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	9
		Associations	314
	SAINT PAUL	Commune	1 010
		Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	26
		Associations	753
	TROIS BASSINS	Commune	127
		Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	0
Associations		21	
Arrondissement Est	BRAS PANON	Commune	211
		Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	0
		Associations	133
	PLAINE DES PALMISTES	Commune	118
		Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	0
		Associations	23
	SAINT ANDRE	Commune	160
		Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	0
		Associations	608
	SAINT BENOIT	Commune	408
		Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	132
		EPCI	9
		Associations	221
	SAINTE ROSE	Commune	68
		Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	0
Associations		61	
SALAZIE	Commune	103	
	Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	98	
	Associations	71	

I. Les contrats affectés dans les communes en 2013 (suite)

	Localisation	Employeur	Nombre de CAE
Arrondissement Sud	CILAOS	Commune	149
		Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	36
		Associations	0
	ENTRE DEUX	Commune	225
		Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	3
		Associations	26
	ETANGSALE	Commune	295
		Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	0
		Associations	119
	PETITE ILE	Commune	144
		Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	9
		Associations	45
	LES A VIRONS	Commune	211
		Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	0
		Associations	83
	SAINT JOSEPH	Commune	345
		Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	458
		Associations	189
	SAINT LOUIS	Commune	0
		Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	200
		Associations	517
SAINT PHILIPPE	Commune	170	
	Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	4	
	Associations	141	
SAINT PIERRE	Commune	580	
	Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	440	
	EPCI	668	
	Associations	978	
LE TAMPON	Commune	679	
	Centre communal d'action sociale et caisse des écoles	68	
	EPCI	42	
	Associations	559	
	SOUS-TOTAL		17 364

II. Les autres employeurs de CUI-CAE en 2013

	Employeurs	Nombre de CAE	
	CONSEIL GENERAL	805	
	CONSEIL REGIONAL	241	
	ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	2 285	
	ETABLISSEMENTS DE SANTE ET SOCIAL	92	
	DIVERS ETABLISSEMENTS PUBLICS	242	
	SOUS-TOTAL	3 665	
	TOTAL CUI-CAE ENREGISTRES ASP au 09/01/2014		21 029

ANNEXE II
DEPLOIEMENT DES CONTRATS AIDES NON MARCHANDS
AU PREMIER SEMESTRE 2014

Employeurs		Contrats notifiés début 2014	Appels à projets CUI-CAE	Emplois d'avenir
Arrondissement Nord	Communes et associations	956	5 000	2 090
Arrondissement Ouest	Communes et associations	1 138		
Arrondissement Est	Communes et associations	546		
Arrondissement Sud	Communes et associations	1 912		
Sous-total arrondissements		4 552		
Conseil Général (hors contrats brSa)		200		
Conseil Régional		1 000		
Etablissements d'enseignement		650		
Autres		3 128		
Sous-total		4 978		